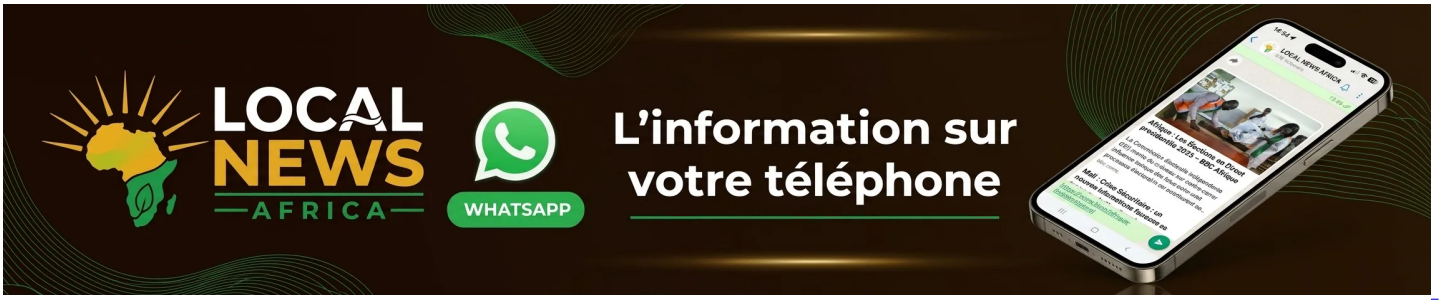


BUDGET 2027 DE LA CCI BÉNIN :

le gouvernement exige plus de résultats et de transparence

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **20 sept. 2026 à 13:35**



> *La Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin) a tenu sa deuxième session ordinaire de l'Assemblée consulaire consacrée à l'examen et au vote du projet de budget 2027. Présidée par la ministre du Commerce intérieur et de la Formalisation de l'Économie, Alimatou Shadiya Assouman, cette rencontre a permis au gouvernement de réaffirmer ses attentes vis-à-vis de l'institution consulaire et du secteur privé béninois.*

Réunis autour de l'étude du budget prévisionnel de l'exercice 2027, les élus consulaires ont examiné un projet arrêté à 6,6 milliards de FCFA. À l'ouverture des travaux, la ministre de tutelle a salué l'engagement des membres de l'Assemblée consulaire en faveur de la bonne gouvernance et de la modernisation de l'institution.

Pour Alimatou Shadiya Assouman, l'orientation du budget traduit une volonté claire d'accorder la priorité aux investissements plutôt qu'aux dépenses de fonctionnement. « Moins de fonctionnement, plus d'investissement. C'est

exactement la doctrine du Chef de l'État : la rigueur pour mieux investir pour l'avenir », a-t-elle souligné.

Une exigence de performance et de transparence

Si la ministre a réaffirmé le soutien du gouvernement à la CCI Bénin, elle a également insisté sur la nécessité d'obtenir des résultats concrets. La tutelle attend notamment une gestion rigoureuse des 2,1 milliards de FCFA prévus pour les investissements, ainsi qu'une amélioration du recouvrement des cotisations, en collaboration avec la Direction générale des impôts (DGI).

Cette exigence s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la gouvernance et de l'efficacité de l'institution consulaire, appelée à jouer un rôle accru dans le développement économique du pays.

Deux priorités stratégiques pour guider l'action consulaire

Dans l'attente de la finalisation du prochain Programme d'action du gouvernement (PAG), la ministre a présenté les deux grandes orientations devant désormais guider l'action de la CCI Bénin.

La première concerne la lutte contre l'extrême pauvreté. Selon elle, toutes les initiatives de l'institution doivent contribuer à améliorer les conditions des petits commerçants, des jeunes entrepreneurs et des femmes transformatrices.

La seconde porte sur le développement équilibré des territoires. La ministre a ainsi invité la Chambre consulaire à étendre davantage son impact dans l'ensemble des 77 communes du Bénin, afin que les retombées des actions économiques profitent à toutes les régions du pays.

Une CCI au service de la transformation économique

Au terme de son intervention, Alimatou Shadiya Assouman a lancé un triple défi à l'institution : devenir davantage utile aux acteurs économiques, renforcer son rôle fédérateur auprès du secteur privé et orienter son action vers des résultats mesurables en matière de formalisation des activités et de création d'emplois.

Prenant la parole à son tour, le président de la CCI Bénin, Arnauld Akakpo, a exprimé sa gratitude envers l'autorité de tutelle pour sa présence et son accompagnement. Il a souligné l'importance de cette session, qui illustre la convergence entre les politiques publiques et les attentes du secteur privé.

Inscrivant l’action de la Chambre dans la dynamique de la formalisation de l’économie et de la modernisation du commerce intérieur, il a rappelé l’ambition de l’institution : faire de la formalisation un véritable levier de création de valeur pour les opérateurs économiques.

Arnauld Akakpo a, enfin, réaffirmé la disponibilité de la CCI Bénin à mobiliser son réseau territorial et son expertise afin de transformer les orientations gouvernementales en opportunités concrètes pour les entreprises, jouant ainsi pleinement son rôle de passerelle entre les ambitions de l’État et les réalités du monde économique.

Un budget tourné vers l’investissement

À travers ce projet de budget 2027, la CCI Bénin affiche sa volonté de renforcer son impact sur le terrain et de contribuer davantage à la transformation économique du pays. Une ambition qui s’accompagne d’attentes fortes du gouvernement en matière de transparence, de performance et de résultats au bénéfice des acteurs économiques béninois.

PUBLICITÉ

